

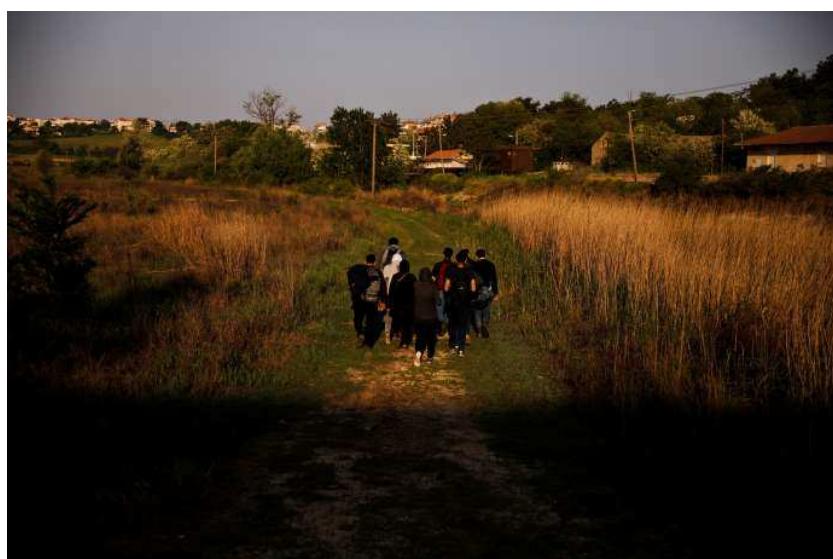
https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/04/dans-le-nord-de-la-grece-l'accueil-des-refugies-divise_6024780_3210.html

Dans le nord de la Grèce, l'accueil des réfugiés divise

Le gouvernement grec a annoncé le transfert progressif de 20 000 demandeurs d'asile des îles surpeuplées vers le continent.

Par [Marina Rafenberg](#) Publié hier à 10h27

Article réservé aux abonnés



Un groupe de réfugiés se dirige vers la ville grecque de Didymotique après avoir traversé le fleuve Evros, frontière naturelle entre la Grèce et la Turquie, en avril 2018. Alkis Konstantinidis / REUTERS

En ce mois de décembre 2019, sous un ciel de plomb, la longue plage de sable de Nea Vrasna est battue par le vent, mais déserte par les badauds. Seuls quelques chiens errants se roulent dans le sable. La station balnéaire prisée par les touristes venus des Balkans et du nord de l'Europe ne compte que 70 habitants en hiver, contre 4 000 en été. Fin octobre, ce n'est pas pour ses eaux translucides que Nea Vrasna a fait la « une » des médias grecs, mais pour un blocus organisé par certains de ses résidents contre l'arrivée de 380 demandeurs d'asile évacués du camp surpeuplé de l'île de Samos.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Migration : Lesbos, un échec européen](#)

Malgré une importante présence policière, la dizaine de manifestants avait été jusqu'à caillasser un des huit bus transportant les réfugiés, qui avaient fini par prendre le chemin de l'île d'Eubée. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en charge du placement des demandeurs d'asile dans les structures hôtelières, avait alors exprimé son « *inquiétude* » face à ces « *violents incidents* ».

« Camps sordides »

Ces transferts sont pourtant censés répondre à une situation d'urgence. Avec plus de 37 000 demandeurs d'asile pour une capacité d'environ 6 300 personnes, les îles du nord de la mer Egée situées face à la Turquie sont de nouveau débordées par les arrivées de migrants depuis l'été. « *Les camps du nord du pays, accueillant aussi bien les personnes ayant traversé la frontière terrestre de l'Evros que les demandeurs d'asile transférés depuis les îles, sont déjà tous pleins. Les appartements loués dans le cadre du programme Estia* [partenariat entre le Haut Commissariat des Nations unies (HCR) pour les réfugiés et les ONG locales permettant d'attribuer des logements en ville à des demandeurs d'asile] *sont aussi quasiment tous occupés* », note Mathilde De Riedmatten, directrice du bureau du HCR à Thessalonique. Pour faire face à la crise, le gouvernement grec cherche donc, en partenariat avec l'OIM, à ce que les demandeurs d'asile soient relocalisés dans des hôtels à travers le pays.

Lire aussi [La Grèce va fermer ses trois plus grands camps de migrants près des côtes turques](#)

A Nea Vrasna, Christos Zachopoulos a commencé à héberger des réfugiés dans son hôtel dès 2018, entre novembre et avril. Pour chaque demandeur d'asile logé et nourri, Christos Zachopoulos reçoit 22 euros par jour. « *En hiver, Nea Vrasna est une zone morte. Pourquoi ne pas les accueillir et leur permettre de quitter ces camps sordides sur les îles ? L'année dernière, 1 300 demandeurs d'asile étaient hébergés sur la commune dans plusieurs établissements, mais cette année, certains résidents ont décidé de nous faire la guerre parce que nous avions ouvert nos portes.* »

La peur du « grand remplacement »

Le programme d'accueil divise la profession. Dans le hall de son hôtel, cloîtrée à double tour, Angela Vassilikoudis accuse ses concurrents qui accueillent des réfugiés « *de ne pas être des philanthropes et d'être attirés uniquement par l'appât du gain immédiat* ». Mais « *à long terme, le fait d'héberger des réfugiés dans la station balnéaire a un impact négatif sur le tourisme* », estime cette Gréco-Australienne pour justifier sa participation au blocus organisé contre les demandeurs d'asile en octobre 2019. « *Fin juin, la station était encore pleine de réfugiés, nos clients se plaignaient ! Nous n'avons pas rempli notre hôtel et nous avons même dû baisser nos prix...* », soupire-t-elle.

Son collègue, Ioannis Galanopoulos, 47 ans, militaire à la retraite et père de quatre enfants, se présente comme « *un Grec patriote* ». Son discours reproduit celui véhiculé par l'extrême droite grecque : il brandit la peur du « *grand remplacement* », dénonce le « *manque de soutien de l'Union européenne à la Grèce* », la « *criminalité apportée par les migrants* » et les « *aides distribuées par l'Etat aux réfugiés au détriment des citoyens grecs en difficulté* ».

Lire aussi [Le Parlement grec adopte une loi controversée sur les demandeurs d'asile](#)

Selon Evangelos Papadakis, un porte-parole du HCR à Salonique, les événements survenus à Nea Vrasna en octobre ne sont malheureusement pas surprenants, à l'heure où le gouvernement conservateur, dirigé par Kyriakos Mitsotakis, successeur d'Alexis Tsipras, durcit le ton sur les questions migratoires : « *Les représentants du gouvernement utilisent un autre langage en parlant de "migrants", voire de "clandestins", et plus de "réfugiés" ou de "demandeurs d'asile"* ».

« Pourcentage disproportionné »

Diamantis Liamas, maire de Volvi, « *condamne toute action extrême* » contre les demandeurs d’asile hébergés dans la municipalité, mais indique aussi avoir adressé à plusieurs reprises « *des avertissements au gouvernement sur les tensions grandissantes* ». « *Nous n’avons pas été entendus par le gouvernement précédent. Et en octobre, lors du transfert de près de 400 personnes en provenance des îles, nous n’avions même pas été informés* », précise le maire.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Pour la Croatie, l’entrée dans l’espace Schengen est un enjeu majeur](#)

Selon la municipalité de Volvi, de laquelle dépend Nea Vrasna, près de 2 000 réfugiés sont à ce jour hébergés sur son territoire pour une population de 23 000 habitants : 750 dans le camp de Vagiohori, 1 000 à Loutra Apollonias, et 250 à Nea Vrasna, dans des hôtels. Démentant les propos des hôteliers qui se sont opposés à l’arrivée des autocars transportant les demandeurs d’asile, M. Liamas remarque que « *jusqu’à présent, il n’y a pas eu de baisse du tourisme dans la zone, bien au contraire...* »

« *Le gouvernement a promis que les réfugiés ne devraient pas dépasser 1 % de la population locale. Dans notre municipalité, nous voyons bien que ce pourcentage est disproportionné* », se lamente Angela, qui affirme vouloir continuer à se mobiliser si les réfugiés ne sont pas relocalisés ailleurs d’ici quelques mois.

« Mes enfants ne vont pas à l’école »

Dans le seul bar ouvert en hiver, le propriétaire, Yannis Abatzoglou, n’est pas opposé à l’accueil de réfugiés dans la commune, mais déplore le manque d’organisation : « *Si la population augmente, il est normal que les services suivent... Mais le nombre de policiers est resté le même, le ramassage de poubelles n’a pas suivi, et les ambulances sont trop peu nombreuses, alors que cette population est affaiblie et tombe souvent malade.* »

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Migrants : à Grande-Synthe, un modèle d’accueil malmené](#)

A quelques kilomètres de Nea Vrasna, le camp de Vagiohori, qui avait fermé en 2017, a de nouveau ouvert en octobre, pour accueillir essentiellement les demandeurs d’asile transférés des îles. Posé sur une colline au milieu de nulle part, le camp jouxte un village fantôme où seule une supérette aux prix gonflés est ouverte. Chouaib, un Afghan qui a été transféré depuis l’île de Samos il y a deux mois, s’inquiète pour son avenir : « *Mes enfants ne vont pas à l’école. Nous n’avons pas accès à l’hôpital facilement, et bien sûr, impossible de songer à trouver du travail dans ce coin isolé... Vais-je devoir rester ici jusqu’à obtenir mon asile ?* ». Son prochain entretien avec les services d’asile grecs est dans deux ans.

[Marina Rafenberg \(Nea Vrasna, envoyée spéciale\)](#)